



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud
13800 ISTRES
Site Web: www.symcrau.com

BORDEREAU D'ENVOI

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE
Tél : 04.42.56.64.86
Mail: contact@symcrau.com

Liste des pièces adressées le 05 OCT. 2018
A
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
Délibération : Délibération portant sur l'engagement d'une réflexion en faveur de la pérennisation de la gestion patrimoniale conduite par le SYMCRAU sur les eaux souterraines en Crau	N° 12/18	28 septembre 2018

Fait à Istres le 05 OCT. 2018

La Présidente du SYMCRAU,

Céline TRAMONTIN

ACCUSE DE RECEPTION :
Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

Sous-Préfecture d'Istres (Tampon dateur de la Sous-Préfecture)
05 OCT. 2018
Courrier arrivé



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 12/18

Objet de la délibération : Délibération portant sur l'engagement d'une réflexion en faveur de la pérennisation de la gestion patrimoniale conduite par le SYMCRAU sur les eaux souterraines en Crau

L'an deux mille dix huit
et le vingt-huit septembre
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni,
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

Étaient présents :

- **Membres à voix délibérative :**
Mme Monique ARAVECCHIA, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOIGNANO, Mme Marylène BONFILLON, Mme Corine BOUYA, Mme Agnès BRUNET, Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, M. Yves GARCIA, M. Jean GUILLON, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Didier KHELFA, M. Patrick LEVEQUE, M. Olivier MICHEL, M. Jean-Pierre MUTERO, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN
- **Pour les membres à voix consultative :**
M. Xavier DUFOUR
- **Procurations :**
De Monsieur Vincent BONFILLON à Monsieur Jean-Louis PLAZY

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 19 Procuration : 1 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 20

Secrétaire de séance : Mme Mireille HENRY

Rapporteur : Mme Céline TRAMONTIN

Le SYMCRAU a été créé en 2006 en réponse à une inquiétude quant à la vulnérabilité de la ressource en eau souterraine de l'aquifère de Crau et la pérennité des usages associés parmi lesquels l'alimentation en eau potable de 270 000 habitants. Ce territoire à l'ouest des Bouches du Rhône et de la Région Paca, est marqué par l'absence de réseau hydrographique naturel

et par la présence d'un réseau hydraulique à vocation d'irrigation agricole qui assure un transfert d'eau important depuis le bassin versant de la Durance plus au nord.

L'irrigation gravitaire des cultures fourragères à partir de droits d'eau et d'ouvrages à vocation agricole contribuent à recharger l'aquifère des cailloutis de la Crau, lui-même exploité pour satisfaire les usages en eau locaux, soit environ 90 millions de m³ pour l'eau potable, l'agriculture et l'industrie.

L'aquifère de la Crau est identifié dans le SDAGE Rhône Méditerranée comme Ressource stratégique pour l'alimentation en eau potable puisque difficilement substituable. Sur le plan quantitatif, les prélèvements sont supérieurs à la recharge naturelle par les précipitations. Le bon état aujourd'hui reconnu de cette masse d'eau dépend du maintien d'une recharge artificielle suffisante avec une ressource issue d'un transfert d'eau effectué depuis le système Durance-Verdon.

Or, la pérennité de ce fonctionnement actuel est vulnérable :

- Disponibilité en eau sur le bassin de la Durance dans un contexte de conflits d'usages et de changement climatique
- Statut agricole du transfert d'eau alors que celui-ci permet de répondre à un besoin multi-usages sur la nappe
- Recharge artificielle dont la pérennité repose sur la santé économique d'une filière agricole, la préservation foncière des surfaces prairies, la préservation des périmètres irrigués et la capacité des ASA (et donc des propriétaires) à financer l'entretien et la modernisation des ouvrages à vocation agricole principalement

Sur le plan qualitatif, la ressource souterraine est également vulnérable puisqu'elle est peu profonde (généralement moins de 10 mètres par rapport au sol) et marquée par l'absence de protection imperméable. Cette situation, croisée à la présence historique d'activités à risque de pollution et la densité des activités anthropiques génère une pression importante dont les effets sont également fonction des capacités de dilution des polluants liées aux conditions de recharge.

Enfin l'aquifère de la Crau, par son caractère littoral, présente également une interface eau douce/eau salée dont l'évolution doit être compatible avec les usages situés en basse Crau.

Le SYMCRAU a été créé en 2006 sous forme de Syndicat mixte ouvert élargi pour conduire mettre en œuvre toutes les actions nécessaires à la préservation de cette ressource. Depuis, le SYMCRAU s'est attaché à mettre en place des outils de surveillance de l'état de la ressource (réseau de suivi quantitatif, qualitatif et salinité), conduire des études de connaissances sur le fonctionnement de la nappe (étude diagnostic, gestion quantitative, biseau salé), définir et coordonner un plan d'actions opérationnel (contrat de nappe) et viser la prise en compte de la ressource en eau dans les projets du territoires (ressources stratégiques).

En l'état des connaissances, des questions d'ordre juridique, financier et opérationnel se posent :

- Comment garantir la pérennité de la recharge artificielle indispensable pour sécuriser les usages de la nappe (notamment eau potable) ?
 - Comment rendre visible (sur le plan juridique) l'usage secondaire du transfert d'eau dans le partage de l'eau de la Durance ? Comment garantir des volumes pour l'eau potable (en tant qu'usage prioritaire) dans le transfert d'eau à vocation agricole existant ?
 - Quel mécanisme mettre en œuvre pour un financement plus équitable du transport de l'eau(quelle rétribution du service rendu par les canaux à vocation d'irrigation agricole)

- Comment préserver les surfaces en prairie pour leur fonction dans la recharge de la nappe ?
- Comment donner un cadre réglementaire plus fort pour mieux préserver les zones de sauvegarde ?
- Quels outils et leviers juridiques mobiliser pour répondre à ces questions ? Comment un outil de type SAGE pourrait-il y répondre ?
- Opportunité et freins d'un SAGE sur la Crau ?

Ces sujets s'inscrivent également dans un contexte de réforme et d'évolution de la mise en œuvre de la politique de l'eau en France avec les lois MAPTAM et NOTRe qui d'une part réinterroge l'organisation des politiques locales de l'eau et d'autre part, dans les Bouches du Rhône, ont également modifié la carte intercommunale avec la création de la Métropole Marseillaise.

Tandis qu'une nouvelle compétence obligatoire GEMAPI reprenant une partie des missions du grand cycle de l'eau, est confiée aux intercommunalités, la gestion de la ressource en eau (souterraine) demeure orpheline et sans cadre de compétence, de gouvernance ou de moyen juridiquement défini.

Les difficultés chroniques du SYMCRAU à rassembler les moyens nécessaires à la mise en œuvre des missions de gestion de la ressource en est un exemple. En outre, le régime de subventions est le principal mécanisme de financement de cette politique. Or, dans un contexte de diminution des moyens financiers des collectivités et des agences de l'eau ce mécanisme montre déjà ses limites.

Ainsi, au vu du contexte d'évolution institutionnel et financier mais aussi de la distorsion existante entre la responsabilité environnementale et sanitaire du SYMCRAU (en tant que gestionnaire dans le maintien du Bon état et de l'accès à l'eau) et moyens alloués, il est urgent de redéfinir les fondements juridiques de l'action du Syndicat :

A quel titre les membres adhèrent (quelle compétence) ? Quelle est l'origine des compétences statutaires actuelles ? Quelles évolutions prévoir ?

Quels leviers et outils juridiques mobiliser pour pérenniser les missions de gestion de la ressource portée par le Syndicat et ses moyens d'agir ?

Quels sont les attentes des membres et acteurs institutionnels quant aux missions exercées par le SYMCRAU ?

Sur quelle(s) compétence(s) fonder les missions du SYMCRAU ?

Quels moyens consacrés aujourd'hui et nécessaires demain ?

Quelles évolutions statutaires sont à entreprendre ?

Afin de répondre à ces questions stratégiques dans la gestion de la ressource en Crau, il est envisagé :

1. De conduire une étude stratégique, juridique et financière sur la politique de gestion de la ressource souterraine en Crau, sa pérennité, les scénarii d'évolution statutaire à envisager pour le SYMCRAU et les outils à mobiliser.
2. D'engager une démarche avec les autres gestionnaires de ressources en eaux souterraines volontaires, en vue de l'inscription dans la législation, et notamment le code général des collectivités territoriales, d'une compétence spécifique à la gestion de la ressource en eau rattachée à la fois au petit et au grand cycle de l'eau et reconnue au bénéfice des collectivités territoriales.

L'étude citée au premier point vise à apporter une réponse à court terme et dans le contexte législatif actuel, aux questions ci-dessus évoquées à travers les phases suivantes :

A/ Définir les outils à mobiliser pour répondre aux enjeux de la ressource en eau sur le territoire de la Crau.

B/ Définir les évolutions statutaires à mettre en œuvre pour pérenniser les missions du SYMCRAU en les basant sur des compétences identifiées et des moyens dédiés.

L'étude mobilisera des compétences juridiques, en matière de politique de l'eau, un accompagnement stratégique. Il est envisagé de recourir à une prestation externe.

La démarche évoquée au point 2, vise quant à elle à combler la carence législative actuelle afin de doter les gestionnaires des ressources en eaux souterraines de véritables compétences et des moyens associés.

Considérant la nécessité de s'adapter aux évolutions institutionnelles et législatives,

Considérant la nécessité de consolider les fondements juridiques des missions du SYMCRAU et de disposer de moyens dédiés,

Le Comité :

OUI l'exposé de Mme la Présidente,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

VALIDE le principe d'une démarche avec les autres gestionnaires d'eaux souterraines intéressés, voir toutes les collectivités territoriales concernées, en vue d'une inscription dans la législation, et notamment le code des collectivités territoriales (CGCT), d'une compétence spécifique gestion patrimoniale des ressources en eaux (souterraines) rattachée à la fois au petit et au grand cycle de l'eau et reconnue au bénéfice des collectivités territoriales,

DECIDE d'engager une étude stratégique, juridique et financière sur la politique de gestion de la ressource souterraine en Crau, sa pérennité, les scénarios d'évolution statutaire à envisager pour le SYMCRAU et les outils à mobiliser,

VALIDE le principe d'une démarche visant la mobilisation des politiques et parlementaires sur le sujet,

DEMANDE une subvention à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée pour l'étude précitée sur la base du plan de financement suivant :

Volet	Coût TTC	Financements prévisionnels		Autofinancement
		Agence de l'Eau 50%	Région 30%	SYMCRAU 20%
Etude stratégique, financière et juridique – Marché d'accompagnement	60 000€	30 000€	18 000€	12 000€
Frais de réception	2 400 €	1 200€	720 €	480 €
Frais de publication	3 600 €	1 800€	1 080€	720€
TOTAL	66 000€ TTC	33 000€	19 800€	13 200€

DEMANDE une subvention à la Région Provence Alpes Côte d'Azur pour l'étude précitée sur la base du plan de financement suivant :

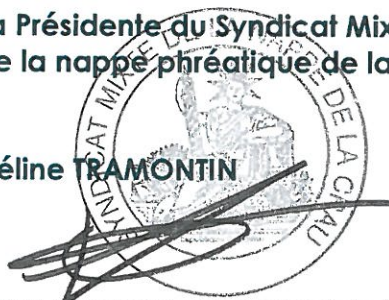
Volet	Coût TTC	Financements prévisionnels		Autofinancement
		Agence de l'Eau 50%	Région 30%	SYMCRAU 20%
Etude stratégique, financière et juridique – Marché d'accompagnement	60 000€	30 000€	18 000€	12 000€
Mise en œuvre, suivi et animation du projet (salaires et charges)	8 700 €	0 € (déjà pris en charge à 50% sur les aides au poste)	2 610 €	1 740 €
Frais de réception	2 400 €	1 200€	720 €	480 €
Frais de publication	3 600 €	1 800€	1 080€	720€
TOTAL	74 700€ TTC	33 000€	22 410€	14 940€

AUTORISE Madame la Présidente à engager les démarches, consultations, dépenses afférentes ainsi que signer la délibération,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

La Présidente du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,

Céline TRAMONTIN



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.